

Publié le 9 Juillet 2018 - Mis à jour le 9 Juillet 2018

**Géopolitique**

## Ces raisons pour lesquelles l'Iran veut s'installer durablement en Syrie



L'Iran n'a pas pour projet de quitter la Syrie. Bien loin de vouloir y apporter son modèle, Téhéran s'accroche pour des questions de survie dans la région.



Avec [Alain Rodier](#)  
[Voir la bio en entier](#)

**Atlantico :** "Aussi longtemps que cela est nécessaire et que le terrorisme existe ici et que le gouvernement syrien souhaite que nous le fassions, l'Iran maintiendra sa présence en Syrie et offrira sa contribution au gouvernement syrien". Après avoir dépensé des montants estimés de 30 à 105 milliards de dollars sur le terrain syrien depuis le début du conflit, comment expliquer cette volonté de Téhéran de se maintenir sur place ? Quels sont les objectifs iraniens ?

**Alain Rodier:** Depuis des années, les surprises géostratégiques ne manquent pas, surtout au Proche et Moyen-Orient. Il est donc délicat de prévoir l'avenir à moyen terme, et même parfois à court terme. Prenez par exemple la

politique erratique du président turc Recep Tayyip Erdoğan. Pour comprendre ses multiples volte-face intérieurs et extérieurs, il fallait se rendre compte que seul l'établissement d'un régime présidentiel taillé à sa personne était son objectif ultime. Pour cela, il était prêt à tout.

Dans le cas du régime en place à Téhéran, c'est un peu la même chose. Il faut comprendre que le clergé au pouvoir n'a qu'un seul objectif : s'y accrocher. Il n'est pas question pour lui d'"exporter la Révolution" comme ce fut le cas dans le passé mais plus simplement de survivre.

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'attitude du régime. Pour Téhéran, le cas de la Syrie est totalement indissociable de ceux de l'Irak et du Liban qui attirent moins l'attention de la presse occidentale (les gouvernants sont pour leur part bien informés). Même si la situation sur le terrain dans chaque pays est différente, Téhéran veut solidifier ce que ses adversaires appellent l'"arc chiite" qui l'unit à Bagdad, Damas et Beyrouth. ( À noter que le Yémen et de Bahreïn sont deux cas différents qui permettent à l'Iran qui exploite une situation préexistante pour maintenir une insécurité latente à proximité de son adversaire saoudien. On parle aussi peu de ses bonnes relations entretenues avec le Qatar mis à l'index par Riyad. Ce qui est certain, c'est qu'il ne s'agit pas d'un hasard.) C'est sur ces fondamentaux que les ayatollahs veulent arrimer leur pouvoir en utilisant le chiisme comme ciment. Au demeurant, l'hostilité générale des sunnites à l'égard des chiites (ce qui n'est globalement pas vrai dans le sens inverse) leur sert à resserrer les liens avec les dirigeants des autres pays de l'"arc chiite" en usant et abusant du prétexte religieux. Rien de tel qu'une bonne menace pour faire l'union sacrée contre elle ! Certes au Liban le Hezbollah n'est pas officiellement aux commandes mais son influence est si importante qu'il reste en position de force dans le désordre (pour rester poli) institutionnel qui y est de mise.

Cette alliance Iran-Irak-Syrie-Liban est donc vitale pour le régime iranien sur les plans politique, économique et militaire.

Les Iraniens ont payé le prix pour cela, surtout en Syrie (il est moins question de l'Irak où pourtant ils ont dépensé sans compter pour soutenir les milices chiïtes.) Ils auraient eu jusqu'à 3 000 morts (dont de nombreux officiers généraux) en comptant les miliciens chiïtes étrangers qui sont de fait sous commandement iranien. Le président Assad n'a pas totalement tort quand il déclare qu'il n'y a pas de soldats iraniens en Syrie mais que des "conseillers" aidant son armée. À savoir que la "piétaille" du champ de bataille est essentiellement fournie par le Hezbollah libanais, les milices chiïtes irakiennes, afghanes et pakistanaises. Cela dit, si ce sont des officiers des pasdaran - majoritairement issus de la force al-Qods commandée par le très médiatisé major général Qassem Souleimani - qui encadrent tout ce beau monde, des militants des bassidjis (milices populaires iraniennes) et quelques unités des forces spéciales de l'armée régulière iranienne (Artesh) auraient aussi été directement engagés.

## **Entre intérêts économiques et présence militaire, quels sont les effets à attendre d'une présence iranienne à long terme en Syrie ?**

Le président Donald Trump fait ouvertement ce que ses prédécesseurs pratiquaient ailleurs dans l'ombre de leurs services secrets et d'une myriade d'associations destinées à promouvoir la "démocratie à l'américaine" partout où cela était possible sur la planète. Il veut renverser le "régime des mollahs" et fait tout pour cela. Ne pouvant "libérer" militairement le pays pour en chasser les ayatollahs comme Bush Jr. l'a fait avec le régime de feu Saddam Hussein, il a décidé d'étrangler l'économie iranienne avec les sanctions dont la principale est l'établissement d'un véritable blocus mené sur la seule rentrée conséquente de devises de Iran : ses exportations d'hydrocarbures. Gare à tout pays qui s'aventurerait à acheter du pétrole iranien. Il serait impitoyablement mis à l'amende par les États-Unis.

L'espoir de Trump et que le peuple iranien lassé par la crise économique qui devrait logiquement en découler ne boute les ayatollahs hors des institutions politiques. Pour cela, il faut des leaders et Washington s'appuie sur tout ce qui est déjà en lutte contre le régime en place à Téhéran : les Moudjahiddines du peuple (MEK), les indépendantistes kurdes et arabes, etc. Les héritiers du Chah sont trop faibles pour être mis sur le devant de la scène et surtout, c'est tout de même Washington qui a participé à sa destitution... Les analystes néoconservateurs US ne semblent pas se rendre compte combien ces opposants ne rencontrent aucun écho au sein de la population iranienne quand ils ne sont pas tout simplement haïs pour leur attitude durant la guerre Irak-Iran. Le MEK a tout de même servi au sein de l'armée ennemie irakienne durant la guerre qui l'a opposé à l'Iran de 1980 à 1988 !

Toujours est-il qu'il faut bien que l'économie iranienne fonctionne - même un minimum - pour ne pas pousser les populations au désespoir comme ce fut le cas lorsque le peuple irakien fut affamé par l'administration Bush avant le déclenchement de la guerre de 2003. L'"arc chiite" est donc d'une importance vitale pour cela le problème étant que les pays concernés - Liban excepté - sont également dans une situation économique plus que délicate. La Syrie et l'Irak sont à reconstruire mais ils n'ont pas les fonds nécessaires pour payer des entreprises iraniennes (ou autres). Téhéran, Bagdad et Damas lorgnent donc vers un des seuls pays qui semble ne pas vouloir céder à l'ultimatum de Trump : la Chine. Ce pays a un besoin crucial en hydrocarbures et, cerise sur le gâteau, il serait ravi de contrer la politique étrangère américaine dans le cadre de l'affrontement qui est en train de se dessiner entre ces deux puissances en Extrême-Orient. Seul Pékin a vraiment les moyens de participer efficacement à la reconstruction de la Syrie et de l'Irak tout en mandatant des entreprises iraniennes - ou autres -. Bien sûr, tout cela sera sujet à des tractations où Pékin se montrera dur en affaires. Son projet les "nouvelles routes de la soie" peut aussi tout à fait intégrer un axe transitant par l'Iran, l'Irak la Syrie et le Liban pour rejoindre la Méditerranée.

Déjà, pour participer au désenclavement de l'Iran sur le plan économique, le débouché sur la Méditerranée en passant par le fameux "corridor" traversant l'Irak puis la Syrie lui est indispensable. C'est certainement ce qui irrite au plus haut point Israël car cela est considéré comme la volonté d'influence grandissante de Téhéran au Proche-Orient, bien avant la fourniture d'armes au Hezbollah.

Enfin, même si aux yeux de Téhéran Moscou n'a pas les capacités économiques de Pékin, le fait d'être en contact permanent avec ses représentants en Syrie est un facteur politique de première importance afin de briser son isolement décrété par les États-Unis suivis contraints et plus ou moins forcés par les Européens (des ex-pays de l'Est suivent aveuglément, quand ils ne précèdent pas Washington) mais aussi par nombre d'autres pays de la planète qui ont besoin des bons dollars américains pour leur propre survie.

Pour résumer, dans l'esprit des économistes (et des politiques), le marché potentiel iranien reste bien trop modeste pour risquer de voir se fermer celui des États-Unis... Les grands groupes européens, et français en particulier, ont bien retenu la leçon de BNP Paribas. Les Américains n'ont pas besoin de séduire puisqu'ils peuvent se faire craindre. Le Droit, l'ordre moral et surtout la puissance économique ne sont-ils pas de leur côté (quand ce n'est pas Dieu lui-même ?).

## **Quelles seraient les conditions nécessaires à un retrait iranien du terrain syrien ? Les tensions internes, notamment de la population qui critique l'investissement consenti sur son terrain, au détriment des politiques intérieures, sont elles susceptibles d'orienter le pouvoir dans cette voie ?**

Comme évoqué précédemment, il est évident qu'il va y avoir des tensions internes en Iran dues à la situation économique qui va se dégrader avec ce qu'il faut bien qualifier de blocus américain. Washington va utiliser tous les moyens d'influence dont il dispose comme il l'a toujours fait depuis la fin de la Seconde guerre mondiale pour parvenir à ses fins : la suprématie de l'ordre américain. Moscou est souvent accusé d'utiliser ces méthodes undercover mais tous les analystes un tant soit peu honnêtes reconnaissent que les Russes jouent "petits bras" par rapport au rouleau compresseur américain. Quand ce ne sont pas les 17 agences de renseignement US qui sont directement à l'œuvre, les nombreuses fondations financées pour partie par le Congrès sont là pour porter la bonne parole, voire pour former un certain nombre de leaders à la lutte insurrectionnelle qui, à l'origine, est toujours pacifique mais qui dégénère rapidement. Cela ne date pas des révolutions arabes ou de couleurs : l'anticolonialisme US d'après-guerre a été très porteur pour empêcher les anciens Empires de retrouver un peu de leur puissance passée. Sur le fond, Washington ne supporte pas la moindre concurrence à sa suprématie.

Mais il est possible que cela ne se passe pas comme souhaité avec les Perses. Ce peuple de 80 millions d'âmes qui, dans sa majorité, s'est désintéressé de la politique (à quoi bon puisque rien ne pouvait changer les ayatollahs et les pasdaran faisant leur cuisine entre eux) est toutefois resté très fier et nationaliste. Les difficultés qui vont s'accumuler risquent plutôt de le souder derrière ses dirigeants car il va se sentir une fois de plus agressé par une puissance étrangère, filon que ne va pas manquer d'exploiter le pouvoir en place. Il n'est donc pas envisageable que l'Iran se retire à court ou moyen terme de Syrie même s'il y est soumis à une pression intense. Cela n'aurait aucun sens, ni en politique intérieure ni au niveau international.

Mais il y a tout de même un gros problème au sein du pouvoir iranien : les relations - parfois chaotiques -

entretenues entre le clergé et les pasdaran qui se voient comme les gardiens du temple (mais aussi de leurs avantages économiques car ils tiennent une partie du tissu industriel et commercial du pays). Soit l'Iran continue dans la configuration actuelle, le clergé donnant les orientations et les pasdaran les mettant en œuvre, soit ces derniers effectuent une révolution de palais pour prendre en main la direction des affaires (au propre comme au figuré) - même si pour sauver les apparences, ils installent à Téhéran un nouvel Grand Ayatollah « de paille » -. L'ambiance belliciste actuelle savamment entretenue par les Américains via leur allié et bon client saoudien(1), la fin de l'accord sur le nucléaire iranien, la pression militaire de plus en plus grande exercée sur le "corps expéditionnaire" dirigé par Téhéran en Syrie, sont autant d'arguments pour les pasdaran pour prendre les rênes du pays afin de sauvegarder les acquis de la Révolution islamique. Les pasdaran, cela veut dire : "les Gardiens de la Révolution"... Et avec eux au pouvoir, tout peut être envisagé, même les mesures les plus extrêmes comme la fermeture du Détroit d'Ormuz(1).

1. Voir mon livre « Face à face. Téhéran – Riyad. Vers la guerre ? », Histoire&Collections. Juin 2018.